

Le Président de la République et son gouvernement n'aiment pas les enfants

Y a-t-il une place pour l'enfant dans la société française ?

Hubert Montagner

Alors que le monde s'apprête à célébrer le XX ème anniversaire de la Charte Internationale des Droits de l'Enfant, il est infiniment regrettable que la "société des adultes" n'accorde toujours pas aux enfants la place qui devrait leur revenir, et le respect qui devrait leur être dû. Les propos, décisions et mesures du Président de la République française et de son gouvernement en fournissent une illustration caricaturale. Malheureusement, l'opinion publique qu'ils anesthésient et brutalisent n'est pas vraiment consciente que la condition de nombreux enfants est précaire dans une jungle de pouvoirs et d'égoïsmes qui génèrent peurs, stress, blocages affectifs et inhibitions, inquiétude, anxiété et angoisse, "troubles" somatiques et psychiques. Ou alors, les enfants sont "oubliés" ou niés. Quelques exemple sont particulièrement édifiants.

* **La suppression de maternités** sans considération ou évaluation sérieuse des conséquences humaines et médicales, parfois graves pour la mère et son bébé.

* **La remise en question larvée de la durée du congé de maternité** (propos récents du Président de la République) après "le retour en fanfare" de la Garde des Sceaux aux affaires politiques quatre jours après avoir mis un bébé au monde. Ce qui met implicitement en cause la durée actuelle du congé parental à l'occasion d'une naissance. Evidemment, tant mieux pour elle si son accouchement s'est bien passé et si son bébé se porte comme un charme. Tant mieux pour elle si un ou des tiers ont pu garder le bébé à son retour dans son ministère. Mais, la garde des Sceaux paraît ignorer dans sa superbe les difficultés, contraintes, obligations et souffrances qui nécessitent pour de nombreuses mamans un arrêt de travail d'une durée de plusieurs semaines, parfois des mois, avant et après l'accouchement. Elle n'a pas eu un mot pour elles. En tout cas, on ne l'a pas entendu. En outre, de toute évidence, elle ne sait pas que, tout au long de l'après-

naissance, les interactions accordées entre la mère et son bébé sont nécessaires pour qu'un attachement "sécure" s'installe entre eux. Il faut bien plus de quatre jours pour que l'attachement se consolide. Le plus souvent, plusieurs semaines sont nécessaires pour que les deux personnes puissent s'ajuster l'une à l'autre dans leurs rythmes, leurs comportements, leurs émotions et leur affectivité, et pour que le père et la fratrie puissent trouver leur place. C'est encore plus compliqué lorsque les mères vivent seules, dans la détresse ou sans attache familiale. Quel égoïsme !

*** L'insuffisance qualitative et quantitative des structures d'accueil pour la petite enfance (crèches et structures apparentées)**, alors que la natalité en France est la plus forte d'Europe ... et du monde occidental.

*** L'insuffisance ou l'inexistence dans ces structures de places réservées aux enfants porteurs d'un handicap, aux enfants "border line" et aux enfants dont les parents sont issus de l'immigration**, en particulier quand leurs revenus ne leur permettent pas d'envisager cette possibilité (les crèches ne sont pas gratuites).

*** La négation de l'importance du rythme veille-sommeil dans la croissance, le développement et les équilibres de l'enfant, c'est-à-dire la succession des épisodes de sommeil au cours des 24 heures, en particulier la ou les siestes.** On a en effet entendu le Ministre de l'Education Nationale s'étonner qu'il faille assurer aux professeurs des écoles une "formation bac +5" pour qu'ils fassent "faire la sieste" aux enfants de l'école maternelle. C'est évidemment indigne. Pourquoi le Ministre reste-t-il pas au moins une journée dans les écoles qu'il visite plutôt que frimer devant les caméras ? Il constaterait alors que la grande majorité des enfants de la petite section et de la moyenne section ont besoin d'une sieste reconstituante à la mi-journée (avec des visites renouvelées, il pourrait enfin apprécier l'importance de l'école maternelle dans le développement corporel et cérébral de l'enfant). La méconnaissance ou le non respect de la sieste dans la famille, à la crèche, à l'école maternelle et ailleurs, ont logiquement pour conséquence une diminution de la durée du sommeil quotidien. Par ailleurs, toutes les études récentes montrent que, à tous les âges, la durée du sommeil nocturne a diminué au cours des vingt dernières années. En conséquence de la diminution de la durée du sommeil nocturne et du non respect de la sieste, on réduit logiquement les capacités de récupération physique, physiologique, mentale et intellectuelle de l'enfant, mais aussi sa vigilance, ses capacités d'attention et de traitement de l'information. On perturbe sa croissance, ses équilibres affectifs et biologiques, ses capacités de mémorisation et la consolidation de ses apprentissages. Que fait le Ministre de l'Education Nationale pour prendre en compte cette réalité ? RIEN, sinon fustiger les enseignants d'école maternelle soucieux de respecter le rythme veille-sommeil des enfants.

*** L'absence de stratégies et lieux d'accueil appropriés pour recevoir les enfants et leur famille** dans les différentes structures de vie et d'éducation, parfois de soins, pour la petite enfance, notamment quand ils sont en difficulté et présentent des particularités biologiques ou psychologiques qui en font des personnes "pas comme les autres".

*** Le lancement de l'idée de créer des jardins d'éveil pour garder les jeunes enfants, sans aucune réflexion ou conceptualisation.** Ce sont des coquilles vides, "justifiées" notamment par le colloque "L'école à deux ans : est-ce bon pour l'enfant ?" qui s'est tenu le 1er avril 2006 à l'Assemblée Nationale, et l'ouvrage collectif publié en août 2006 par les Editions Odile Jacob. J'ai participé à ce colloque pour expliquer pourquoi il est nécessaire d'améliorer les structures existantes (crèches, écoles maternelles ...), et non pas pour demander la suppression de l'une ou l'autre. Si on se fonde sur la recherche fondamentale, les observations cliniques et le vécu des éducateurs et enseignants, il faut rénover les structures d'accueil et en créer de nouvelles. Elles doivent avoir pour mission d'accueillir tous les enfants, sans exclusive, et donc être gratuites (il est important qu'elles soient sous la responsabilité d'une équipe pluridisciplinaire, constituée notamment de Professeurs des écoles : pour plus de précisions, voir le document "les crèches-écoles enfantines"). De toute évidence, avec les jardins d'éveil, le projet du gouvernement (et pas seulement des deux sénateurs qui l'ont rédigé), est de créer des structures privées dont la logique serait le profit : non fondées sur un accueil optimisé des enfants et de leur famille, et sur un aménagement approprié du temps et des espaces, elles auraient pour objectif et finalité de rapporter de l'argent à leurs promoteurs et constructeurs, c'est-à-dire d'obéir à une logique marchande. Le Président de la République et le gouvernement penseraient-ils à des amis patrons d'entreprise ?

*** L'absence de réflexion véritable sur les finalités, le fonctionnement et l'organisation de l'école maternelle pour tous les enfants, sans laisser un seul au bord de la route.** Alors que tout le monde s'accorde à reconnaître son importance, les "décideurs" et les autres responsables du système éducatif la laissent volontairement dans le flou. Pauline KERGOMARD et ses amis pédagogues doivent se retourner dans leur tombe devant les menaces qui pèsent sur l'école maternelle qu'elles ont inventée au XIX^{ème} siècle, et que de nombreux pays nous envient. L'absence de définition claire des finalités de l'école maternelle, de son organisation et de son fonctionnement, la rend vulnérable et ouverte à tous les appétits ou idéologies. Allons-nous permettre qu'elle soit démantelée et/ou bradée pour augmenter les profits de quelques-uns ?

*** L'aménagement du temps scolaire à contretemps des rythmes et du développement des enfants ... de tous les enfants, mais surtout ceux qui sont en difficulté,** l'organisation de la journée à l'école étant la même de la petite section de l'école maternelle (enfants de trois à quatre ans, parfois de deux à trois ans) au CM2 (écoliers de dix à onze ans). Le passage généralisé de la semaine de quatre jours et demi à la semaine de quatre jours entraîne une augmentation de la pression relationnelle et intellectuelle sur les enfants car les enseignants doivent faire en quatre jours ce qu'ils faisaient en quatre jours et demi. Sous la pression de la hiérarchie, mais aussi parce qu'ils sont convaincus de cette "nécessité", ils privilégient "logiquement" les apprentissages des "fondamentaux" (vocabulaire, grammaire, syntaxe de la langue française ; calcul et mathématiques). Il ne reste plus de temps suffisant pour les autres apprentissages et activités (arts plastiques, musique, chant choral, biologie, histoire, géographie, découverte de l'environnement ...), et aussi pour les moments de détente, soupapes absolument nécessaires, surtout lorsque les enfants sont en difficulté. Il est fréquent que le manque de temps dans la journée entraîne également une augmentation

horaire de la journée scolaire la plus longue du monde parce que, faute de temps suffisant dans la journée (“on n’y arrive pas” disent-ils), un nombre non négligeable d’enseignants prolongent l’après-midi scolaire jusqu’à 16h.40, 16h.50 ou au delà. Il faut ajouter le temps consacré aux devoirs à la maison alors qu’ils sont interdits par une dizaine de circulaires ministérielles. Que deviennent en fin d’après-midi les temps d’activités ludiques, d’apaisement, de sécurité affective, de tendresse ... avec les parents et les autres partenaires familiaux ou familiers ? La France a ainsi la “super journée” la plus longue du monde. Pourtant, le Ministre de l’Education Nationale qui a institué la semaine de quatre jours, aggravant ainsi les difficultés des enfants vulnérables, en souffrance ... se répand maintenant dans les médias en disant qu’il est contre cette semaine. Où est la cohérence ? Faut-il rappeler que, pour imposer cette semaine, il a tenté de disqualifier les scientifiques en affirmant dans les médias que la chronobiologie est une spécificité française ! Ses propos sont non seulement diffamatoires, mais également stupides. N’importe qui peut “cliquer” chronobiologie ou rythmes biologiques sur internet, et constater la richesse de ce champ disciplinaire et pluridisciplinaire.

*** L’aggravation en classe de la pression intellectuelle et relationnelle avec la forte augmentation du poids des “fondamentaux” au cours de chaque journée scolaire, combinée à la semaine de quatre jours, encore plus dévastatrice, surtout pour les enfants en difficulté.** Les dégâts sont évidents : en 2008-2009, la grande majorité des enfants de l’école élémentaires sont fatigués, souvent épuisés ... mais également nombre d’enseignants. On peut faire l’hypothèse forte que les consultations des parents auprès du médecin généraliste, du pédiatre ou du pédopsychiatre, ont été motivées et sont toujours motivées non par les maladies infantiles, mais par l’état de fatigue, les difficultés d’endormissement, les réveils et cauchemars nocturnes, les “troubles du comportement” (conduites autocentrées, évitements, fuites, “hyperactivité”, agressions-destructions, conduites étranges...). Avec pour corollaire la prescription accrue de béquilles chimiques par des médecins décontenancés et dépourvus “d’autres moyens thérapeutiques”. On peut pronostiquer que la France va consolider sa place de championne du monde de la consommation de tranquillisants, somnifères, psychotropes ...

*** Les espaces scolaires insuffisants, négligés, pauvres, fermés sur eux-mêmes, anxiogènes ... non aménagés pour que les enfants puissent construire des alliances du corps et de la pensée. Les toilettes sont souvent dans un état lamentable.**

*** La programmation de la suppression des RASED alors qu’il faudrait augmenter leur nombre, ainsi que la durée et la fréquence de leurs “interventions” auprès des enfants en difficulté.** Comment expliquer la “confusion” persistante du Ministère de l’Education Nationale, et du ministre lui-même, entre le soutien scolaire apporté quotidiennement aux élèves par le maître dans la classe et le soutien psychologique et de reconstruction de l’enfant par les RASED ? Sous prétexte que sur leurs 26 heures “décrétées” pour la semaine, les enseignants doivent deux heures de “service” devant des enfants “puisque” que le temps scolaire des enfants “n’est que” de 24 heures. Les patachons du Ministère planifient les moments de soutien (quel soutien ?) en dehors de la journée scolaire et aux pires moments :

- à 16h.30, les enfants sont fatigués, voire épuisés, surtout ceux qui sont en difficulté ... et bâillent déjà beaucoup, s'affalent sur la table ... au début de l'après-midi quand cela n'est pas à la fin de la matinée ;
- à la mi-journée, la neurobiologie a révélé qu'il y a une dépression de la vigilance corticale (du cerveau) ;
- avant 09h.00 (souvent 09h.30), il faut aux enfants en difficulté beaucoup plus de temps qu'aux autres pour retrouver un niveau de vigilance et d'attention sélective qui leur permette de donner sens et signification au message du maître, donc de comprendre et d'apprendre. Comment pourraient-ils bénéficier d'un soutien réellement efficace avant 08h.30 ? On ne s'y prendrait pas autrement si on voulait aggraver les difficultés des enfants à comprendre et apprendre, surtout ceux qui cumulent les difficultés personnelles, familiales, scolaires, sociales et autres. Le Président de la République et son gouvernement ont renforcé une école à deux vitesses, rejetant ainsi les plus vulnérables, démunis, en souffrance ... vers l'échec et la marginalisation. Et on parle d'intégration ?

*** Les fichage et bases de données scolaires qui permettent de suivre les enfants (et les familles) "à la trace", et conduisent donc à des risques de stigmatisation et de ségrégation de ceux qui "ne sont pas comme les autres".**

*** L'insuffisance dans la vie quotidienne de lieux récréatifs, sportifs, culturels et autres réservés aux enfants de tous âges. Où peuvent-ils "se poser", s'apaiser, canaliser leur trop plein de mouvement et/ou d'agressivité ? Ainsi se trouvent favorisée l'aggravation de l'auto-exclusion de la vie sociale et de la marginalité, des conduites autocentrées, des évitements d'autrui, des fuites dans la drogue, l'alcool, le suicide ... la violence.**

*** Le délabrement ou la détérioration persistante des structures de prévention et de soins qui accueillent les enfants en difficultés.** On peut ajouter l'absence de propositions claires, concrètes et matérielles pour améliorer les structures spécialisées (hôpitaux de jour, I.M.E., I.T.E.P...), et les ouvrir sur la société de façon intelligente.

*** La disparition des intersecteurs pédo-psychiatriques, ou leur réduction à la plus simple expression.**

*** L'institutionnalisation de la prison pour les enfants de treize ans** (douze ans dans le projet initial).

Face à ces réalités, on comprend mieux les propos du Ministre des Affaires Etrangères qui s'interrogeait sur la pertinence du maintien d'un Secrétariat d'Etat aux Droits de l'Homme.